

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°86 - Avril 2014

La nouvelle équipe s'installe en accentuant la lutte contre la vénalité et la répression de la dissidence.

La Chine éternelle dispose d'une nouvelle équipe dirigeante depuis dix-huit mois. Une équipe « resserrée », comme on dit chez nous, lorsqu'il s'agit de concentrer les pouvoirs pour agir avec plus de force dans des périodes difficiles. Tellement concentrée que le chef du parti, de l'État et des armées a mis sur pied, dans le parti et hors structures constitutionnelles, une série de groupes de travail dont il a la présidence et qui échappent à tout contrôle. C'est ainsi qu'on progresse vers l'État de droit, en lui tournant le dos.

La nouvelle équipe poursuit avec ténacité la stratégie des prédécesseurs. Pour garder le pouvoir, il faut avec l'extérieur une politique à deux volets : d'un côté, l'osmose la plus souriante lorsqu'il s'agit d'attirer l'investissement étranger ; de l'autre, la politique du vase clos pour interdire tout regard ou toute influence sur les affaires intérieures.

Jusqu'à présent, le dispositif fonctionne bien, grâce aux complaisances occidentales et singulièrement européennes. Les clichés justificatoires ne manquent pas : comme Paris autrefois, la croissance vaut bien une messe, c'est-à-dire la censure, les intimidations, les menaces et les emprisonnements de longue durée. De ce côté-là, la nouvelle équipe se distingue et l'on voudra bien jeter un œil en fin de bulletin sur la liste des détenus incarcérés de son chef.

Le cynisme est peut-être supportable lorsqu'il est clairvoyant. Mais ce n'est pas souvent le cas. On imagine volontiers en Occident le surgissement d'une classe moyenne chinoise et l'instauration d'une société de bien-être. Faute de visiter les campagnes, les petites villes et les banlieues ouvrières, on peut aller voir les admirables films de Wang Bing (rétrospective au Centre Pompidou) ou ceux de Jia Zhangke pour se faire une idée moins exaltée de la société réelle. D'ailleurs, de quelle croissance parle-t-on ? À quelques encablures des côtes, territoire peuplé de Chinois, Taiwan s'est affranchi de la loi

martiale de Tchiang Kai-chek, a fait sa révolution démocratique et jouit d'un niveau de vie trois fois supérieur à celui du continent, selon des statistiques d'Eurostat publiées le 30 avril ; alors que le niveau de vie du continent chinois est inférieur – mais oui – à la moyenne mondiale (voir en fin de bulletin, les Informations diverses).

Les voisins du régime chinois, eux, gardent l'œil ouvert. Les étudiants taiwanais ont occupé trois semaines le parlement à Taïpeh ; ils ont forcé le pouvoir à réexaminer un projet de traité commercial dont ils redoutaient qu'il permit une mainmise insidieuse du continent sur l'économie insulaire. Ils craignent aussi, que d'accommodements en concessions, les relations avec Beijing s'établissent sur la même base qu'à Hongkong : un État, deux régimes. Ce qui ne leur plairait pas plus qu'aux étudiants de l'ancien territoire britannique, qui voient s'envoler les promesses d'un suffrage universel authentique et qui célébreront, avec un nouveau musée, l'anniversaire du massacre de 1989 à Tiananmen.

Si les voisins de la Chine renâclent, les pays européens sont prêts à avaler des couleuvres pour avoir accès à ses marchés et à ses ateliers. Divisés, ils sont sensibles à toutes les pressions. C'est ainsi que le 15 avril, la Chine a supprimé les entretiens prévus pour le 16 avril avec la Grande-Bretagne, au prétexte que le gouvernement britannique aurait émis des commentaires irresponsables et se servirait des droits de l'Homme pour intervenir dans les affaires intérieures du pays. Une première rupture était survenue en 2012, liée à une rencontre avec le dalaï-lama mais le dialogue avait repris ce printemps, après une visite du premier ministre Cameron en décembre 2013. Ainsi la Chine suspend le dialogue à sa guise, laisse peser des menaces sur les négociations commerciales en cours, dès qu'on lui fait quelques reproches sur la manière dont elle traite le sixième de la population mondiale. Et sur cette foule immense

>>>

et diverse, elle réaffirme son droit souverain et imprescriptible de punir.

Pour consolider son pouvoir, la direction du parti ne doit pas seulement s'en prendre à la dissidence. Les féodalités constituées au sein du P.C.C. sont une autre menace. Pour les démanteler, la campagne sélective contre la corruption, qui est la marque de la nouvelle équipe, se poursuit et s'amplifie, - et pour faire bonne mesure, on y ajoute si possible des affaires de mœurs. Une nouvelle fournée est annoncée avec la destitution de Song Lin (17 avril), l'ancien directeur du groupe China Ressources, qui contrôlerait 2.400 entreprises, - dont cinq à Hongkong et deux aux îles Vierges - et qui emploierait un demi-million d'hommes, et la mise à l'écart de trois de ses adjoints ; celle de Guo Youming (22 avril), un ancien gouverneur adjoint du Hubei, après l'exclusion du parti et la mise en accusation de Guo Yongxiang, ancien gouverneur adjoint du Sichuan (8 avril). Par éliminations successives, on se rapproche du personnage central, l'ancien membre permanent du bureau politique Zhou Yongkang, responsable de la Sécurité et peut-être des arrestations massives du printemps 2011, en écho aux «révoltes de jasmin». La campagne touche aussi les milieux militaires, avec la mise en accusation (21 avril) d'un ancien chef de la logistique, Gu Junshan, proche de l'ancien vice-président de la Commission militaire du parti, Xu Caihou, écarté depuis plusieurs mois. On pourrait citer encore bien d'autres personnages, destitués, relégués à des postes subalternes, exclus du parti, mis en accusation, ou placés sous le régime spécial du shuanggui en attendant jugement.

Selon le site internet de la Commission centrale de discipline, le nombre des responsables de haut rang appréhendés au cours des cinq cents derniers jours s'élève à 285, soit environ quatre par semaine. Du premier au quinze avril, il est de quarante agents publics des échelons supérieurs.

Bien entendu, cette campagne suscite des résistances, et même sur le plan idéologique : d'aucuns font valoir que la corruption est un efficace moyen de lutter contre la bureaucratie ; d'autres craignent qu'à la combattre trop vivement, on ne réduise la croissance.

En réalité, la difficulté vient du cadre général dans lequel se déroule la campagne. Le pouvoir appartenant au parti, toute lutte contre la corruption au sein du parti ne peut émaner que du parti lui-même, moteur et cible de la campagne tout à la fois. Le public est prié de ne pas s'en mêler et, sauf exceptions, il subirait de sévères sanctions s'il dénonçait des cadres que la direction ne veut pas frapper, ou ne veut pas encore frapper. Une alternative existe, assez répandue de par le monde : une justice et un parquet indépendants, adossés à des institutions démocratiques et à des procédures établies par la loi. Il n'en est pas question. Ni état de droit, ni État de droit.

L'étranger s'en accorde fort bien. Les discussions sur les droits de l'Homme disparaissent des agendas dans ce monde dominé par les angoisses commerciales. Même les structures ad hoc ferment les yeux. Le 20 mars à Genève, le Comité des droits de l'Homme des Nations unies a ouvert la discussion sur la situation en Chine ; Cao Shunli était morte six jours plus tôt, faute de soins en détention ; le Comité n'a pas évoqué son cas. Cao avait travaillé dans un bureau d'attribution des logements ; comme elle avait dénoncé la corruption des répartiteurs, elle avait perdu son poste. Elle a lutté ensuite pour que la population s'exprime sur les actions menées par le pouvoir en faveur des droits de l'homme. Ce qui lui avait valu un an de camp de réforme par le travail en 2008, puis quinze mois en 2010. La police l'avait arrêtée à l'aéroport de la capitale alors qu'elle allait suivre une formation sur les droits de l'Homme dans cette même ville de Genève. Des amis de Cao brandissaient son portrait le 20 mars, dans la salle du Comité. Ni sa mort, ni ses actions n'ont suffi pour qu'on ouvre un dossier.

Il semble que le monde entier se soit fait à l'idée que le régime chinois ne changera jamais. La dernière session des assemblées pourtant a montré un régime enfermé dans ses routines et ses anachronismes, des rassemblements dont les membres ont trois obligations seulement à remplir : écouter avec respect des discours interminables, applaudir et voter sans sourciller les textes présentés par le présidium, installé sur l'estrade avec chacun de ses membres placé dans l'ordre hiérarchique strict résultant du dernier soubresaut survenu au sommet. Les médias n'ont nulle part parlé de débat sur les grands problèmes du pays : les inégalités, le quasi apartheid dont souffrent les campagnes, l'absence de référence à des élections libres, les arbitraires administratifs, les coûts de l'enseignement et de la Santé, etc. Aux yeux des capitales occidentales, cette grisaille politique est parfaitement admissible ; elle est même fort commode et il vaut mieux la respecter pour se garder les bonnes grâces des dirigeants. Mais dirigeants de quoi, au fait ? Pilotes émérites de la Chine éternelle ou voïvodes d'un régime en voie de déliquescence brejnevienne avancée?

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	4
Répression du mouvement démocratique.	5
Avocats. Appareil répressif. Corruption.	5 - 6
Condition ouvrière. Conflits du travail.	7
Condition paysanne. Questions foncières. Environnement	8
Minorités ethniques	8 - 10
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong. Macao	10
Taiwan	10 - 11
Tensions militaires. Litiges et conflits territoriaux	11 - 12
Informations diverses	12 - 13
Sources d'information	13
Bibliographie	13
Quelques victimes de la nouvelle équipe dirigeante	14 - 17

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 26 avril** **L'absence de la journaliste indépendante Gao Yu inquiète ses amis.** Elle devait assister à une réunion privée pour le vingt-deuxième anniversaire de l'éditorial du 26 avril 1989 où, peu avant le massacre de Tiananmen, le Quotidien du peuple dénonçait le mouvement étudiant comme un «soulèvement antiparti et antisocialiste». Elle n'a pu être jointe d'aucune manière, non plus que ses proches. Le 22 avril, elle avait confié à des journalistes australiens qu'elle avait reçu des menaces de la part d'officiers de la Sécurité.
Gao Yu a passé sept ans en prison depuis 1989. Elle fut arrêtée le 3 juin 1989, puis de nouveau en octobre 1993 (pour «diffusion de secrets d'État»). (R.S.F., 29 avril ; Weiquanwang, 28 avril ; S.C.M.P., 26 avril)
- 23 avril** **À compter du premier mai, les plaintes contre l'administration chinoise ne sont plus déposées auprès des autorités centrales.** Elles doivent être remises désormais aux bureaux locaux. Il est fait exception pour les plaintes envers des officiels provinciaux ou centraux corrompus et pour les questions qui ne peuvent être traitées localement. Les bureaux ont soixante jours pour répondre, avec une extension maximale d'un mois. Les pétitionnaires craignent que le passage par les instances locales ait pour effet d'annuler leur démarche, puisque la majeure partie des plaintes concerne ces instances. En outre, ils seraient exposés à des mesures répressives de la part des autorités qu'ils attaquent. (R.F.A., 24 avril)
- 17 avril** **Condamnation par un tribunal de Beijing à trois ans de prison de Qin Zihui pour «calomnies» et «provocation de troubles»,** dans le cadre de la campagne contre les rumeurs lancée en 2013. Il est le premier condamné parmi quelques centaines de blogueurs détenus à ce jour. Selon Chine nouvelle, il a «porté un grand tort à l'ordre social» en diffusant sur Weibo (le Twitter chinois) des informations inexactes. L'accusation lui reprochait d'avoir fait de l'argent en proposant à des sociétés de diffamer des concurrents sur l'internet, contre rétribution. (A.F.P., 17 avril)
- 16 avril** **Un blogueur sino-américain, Xue Biqun, critique des autorités et suivi par onze millions de lecteurs, a recouvré la liberté après huit mois de détention** pour recours aux services de prostituées et autres actes obscènes. Il avait été arrêté quelques jours après le lancement par Xi Jinping de la campagne contre les rumeurs. (S.C.M.P., 17 avril)
- 8 avril** **Pour avoir critiqué des dirigeants, le présentateur d'une émission d'information relevant de la province du Hubei a été interrompu et remplacé sur le champ.** L'émission portait sur les problèmes agricoles et l'orateur avait dénoncé les bureaux luxueux des dirigeants du district de Fangxian et la corruption de ces derniers. La séquence de dénonciation et l'interruption qui suivit ont été largement diffusées sur l'internet. (S.C.M.P., 9 avril)
- 7 avril** **Libération sous caution des journalistes Liu Xuehong et Xing Jian.** Ils avaient été arrêtés le 8 mars pour avoir relaté la dégradation du portrait de Mao Zedong survenue sur la place Tiananmen de Beijing lors de la session des deux assemblées parlementaires. Leur collègue Wang Jing, détenue depuis le 7 mars après avoir décrit une tentative d'immolation par le feu, est toujours incarcérée ; elle n'a pu rencontrer son avocat Li Jingli. (R.S.F., 9 avril)
- 27 mars** **À l'occasion de la visite du président chinois en France, l'organisation Reporters sans frontières a pu amener jusqu'à la tour Eiffel et à l'Arc de triomphe un camion portant le photomontage de Xi Jinping faisant un bras d'honneur.** Les forces de l'ordre ont empêché quatre autres camions ornés pareillement d'entrer dans la capitale. (R.S.F., 27 mars)
- 12 mars** **Arrestation de Liu Hua, ancienne détenue du fameux camp de rééducation pour femmes de Masanjia,** pour «création de troubles». Elle avait décrété les tortures et mauvais traitements subis à Masanjia dans le documentaire Au dessus de la tête des fantômes. Les anciennes détenues du camp aujourd'hui fermé sont l'objet de répression et de brutalités policières, parce qu'elles exigent justice pour leur enfermement arbitraire et pour les mauvais traitements subis. (Weiquanwang, 29 mars)

RÉPRESSION DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE.

- 29 avril** **Des dizaines de personnes qui voulaient se rendre à Suzhou (Jiangsu) devant la tombe de Lin Zhao** pour le quarante-sixième anniversaire de sa mort ont été emmenées et interrogées par la police. La figure de la dissidente Lin Zhao croît en importance ces dernières années. La dissidente fut exécutée à 35 ans pendant la Révolution culturelle pour avoir exigé la liberté d'expression conformément aux mots d'ordre de la période des Cent fleurs. Elle avait été réhabilitée en 1980. (S.C.M.P., 29 avril)
- 21 avril** **Alarmés à l'idée que les autorités pourraient détruire leur église et revenir sur leurs engagements, un demi-millier de chrétiens se sont massés** autour de l'église réformée de Sanjiang, dans le district de Yongjia, près de Wenzhou (Zhejiang). Selon eux, la démolition devait commencer le 22 avril. La police a bloqué l'accès au lieu de culte. La municipalité avait, au début du mois, peint le caractère à démolir sur le bâtiment. (Global Times, 22 avril)
- 21 avril** **Dans un souci de Sécurité publique, les autorités ont décidé d'accroître le nombre des policiers armés chargés de patrouiller en ville**, dans les gares, les aéroports, les galeries marchandes, les écoles et les hôpitaux. Mille officiers de police supplémentaires patrouillent à Shanghai depuis le 20 avril ; quatre mille au Jiangsu doivent faire de même à partir du 1er mai et cent vingt mille policiers les assisteront dans les opérations de routine. Ces mesures auraient permis déjà de réduire sensiblement la délinquance urbaine dans quelques localités. Les officiers de police devraient recevoir une formation particulière portant sur les conditions d'usage des armes à feu. (China Daily, 22 avril)
- 17 avril** **La police de Hangzhou (Zhejiang) a arrêté, menotté et interrogé le militant démocrate Chu Liang** pendant plusieurs heures avec accompagnement de tortures. Il aurait vomi du sang. (Weiquanwang, 28 avril)
- 15 avril** **Première session du Comité de sécurité nationale**, présidé par le chef du Parti et de l'État Xi Jinping. Selon ce dernier, il s'agit de traiter de manière globale des problèmes de sécurité, alors que le Parti doit faire face à des défis sans précédent sur le plan intérieur et extérieur. On sait peu de choses de sa composition, si ce n'est qu'en font partie le premier ministre Li Keqiang et le président de l'Assemblée nationale Zhang Dejiang. (S.C.M.P., 16 avril)
- 2 avril** **Détention administrative pour «rassemblement de foule à dessein de troubler l'ordre social» d'une douzaine de militants** qui apportaient leur soutien aux avocats Jiang Tianyong, Wang Cheng et Tang Jitian, arrêtés à Jiansanjiang (Heilongjiang) avec huit membres du Falungong (voir ci-dessous : rubrique avocats). (Weiquanwang, 2 avril)

AVOCATS. APPAREIL RÉPRESSIF. CORRUPTION.

- 1 mai** **L'organisation Chinese Human Rights Defenders a dénombré 263 cas de détention ou de tortures à l'encontre des militants des droits civiques** au cours du premier trimestre 2014. Elle ne tient compte que des détentions qui durent au moins cinq jours. L'étude, commencée en mars 2013, a repéré 1.400 cas de détention ou tortures dans les dernières années. (C.H.R.D., 1 mai)
- 26 avril** **La famille du militant des droits civiques Lin Yingqiang n'a toujours pas pu le rencontrer**, quatre mois après son arrestation. Elle ignore les charges précises pesant contre lui. Le militant de Fuzhou (Fujian) aurait été officiellement inculpé le 13 décembre pour «création de troubles». La police a perquisitionné son logement et emmené de la documentation et des ordinateurs. Lin Yingqiang est connu pour sa défense des habitants de Fuzhou expulsés. (Weiquanwang, 26 avril)
- 23 avril** **La police a empêché l'avocat défenseur des droits de l'Homme Mo Shaoping de rencontrer le vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel.** Elle a fait irruption dans le bureau de

l'avocat et affirmé qu'elle avait reçu des ordres d'empêcher l'entrevue. Dans des circonstances similaires, elle avait interdit à Mo Shaoping il y a deux ans, de se rendre à un banquet organisé par la chancelière Angela Merkel.

Le vice-chancelier n'a pu rencontrer, comme prévu, d'autres membres de la société civile chinoise à l'ambassade de la République fédérale. (Reuters, 23 avril)

22 avril **Selon la télévision officielle chinoise, cinquante pour cent des vins vendus en Chine pourrait être de la contrefaçon.** Le pourcentage atteindrait 90% pour les étiquettes renommées, telles que Château Latour ou Château Laffite ou encore pour le Penfolds Grange australien. (*West Australian*, 22 avril)

15 avril **Arrestation de cent soixante membres d'une organisation criminelle de Shanghai,** qui avait mis en place la distribution de faux médicaments et vendait des produits pharmaceutiques à des prix exorbitants, grâce à la complicité de médecins corrompus. L'opération antigang a commencé le 2 avril, après sept mois d'enquête. En même temps, les policiers ont saisi plus d'un million et demi de faux préservatifs et placé en détention une vingtaine de fabricants. (Reuters, 15 avril)

9 avril **Les procès intentés aux membres du Mouvement des Nouveaux citoyens (créé par Xu Zhiyong) ont été marqués par de nombreux incidents.** Les défenseurs de l'avocat Ding Jiaxi et du militant Li Wei ont quitté le tribunal de Beijing pour protester contre les violations de procédure (remise de copies de documents à la place des originaux). Le procès de Zhang Baocheng n'a duré qu'un jour et s'est déroulé pratiquement à huis clos. Celui de Zhao Changqing a commencé le 10 avril et seule son épouse a pu y assister.

Les quatre militants des droits civiques sont accusés de «rassemblement de foule sur un lieu public». Le 11, le tribunal devait se prononcer sur l'appel interjeté par Xu Zhiyong contre sa condamnation à quatre ans de prison, prononcée en janvier dernier. (Weiquanwang, 8-9-10 avril)

8 avril **Arrestation de l'avocat Wang Quanping pour «création de troubles».** Il avait traversé la Chine en voiture de Jiangmen au Guangdong jusqu'à Beijing pour assister au procès de l'avocat Ding Jiaxi. Sur son véhicule, des messages sarcastiques se moquaient de l'absence d'obligation d'une déclaration de fortune pour les agents publics. Des individus non identifiés ont interpellé Wang Quanping à l'entrée du tribunal. L'avocat avait soutenu plusieurs dossiers d'importance. Les autorités lui avaient retiré sa licence professionnelle pendant trois mois en 2013. (Weiquanwang, 10 avril)

6 avril **Les avocats Tang Jitian, Wang Cheng et Jiang Tianyong ont recouvré la liberté après quinze jours de détention administrative** à Jiansanjiang (Heilongjiang) pour «utilisation du culte dans le dessein de perturber l'ordre social». Ils ont exposé les sévices subis dans les locaux de la Sécurité. Ils y furent menottés, cagoulés, pendus par les mains et frappés. Après refus de signer un rapport, Tang Jitian a eu des côtes fracturées et a perdu une dent ; Jiang Tianyong souffre d'ecchymoses. À son retour à Beijing; ce dernier a été soumis à un contrôle policier strict et empêché de rencontrer ses amis. Wang Cheng a dû rejoindre son agglomération du Hubei, sous la menace d'interdiction scolaire pour son fils vivant au Zhejiang et après des coupures d'eau à son domicile.

Les trois avocats, défenseurs entre autres de disciples de la secte Falungong, avaient été arrêtés à leur hôtel le 21 mars, pour avoir voulu rencontrer leurs clients détenus dans une prison clandestine. Un confrère, Zhang Junjie, appréhendé avec eux, fut libéré cinq jours plus tard avec plusieurs côtes brisées et une fracture de vertèbre lombaire. (C.H.R.D., 5-9 avril)

28 mars **Les autorités informent l'avocat Li Jinglin de la militant Ge Zhihui que celle-ci a été hospitalisée** et qu'il ne peut la rencontrer. Ge Zhihui fut arrêtée le premier mars pour des motifs non précisés mais sans doute dus à ses liens avec une église chrétienne et à son souhait de se rendre à une formation sur la défense des droits de l'Homme organisée par les Nations unies. Sa famille et l'avocat n'ont pu la rencontrer depuis son arrestation. Elle doit se déplacer avec des béquilles à cause des blessures reçues lors de la démolition de sa maison en 2010. (Weiquanwang, 29 mars)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL.

- 24 avril** **Contrairement aux comportements habituels du syndicat officiel, le responsable local de l'entreprise Walmart à Changde (Hunan) a pris la direction d'un mouvement de protestation contre la fermeture d'en entrepôt**; il a organisé des permanences d'employés pour prévenir la sortie des produits. Les salariés demandent une indemnité au moins double de ce qui leur est proposé pour clore leur contrat de travail.
Le mouvement a commencé au début du mois de mars. Les autorités locales avaient d'abord pris le parti de l'employeur et envoyé la police (21 mars) ; elles ont adopté par la suite une position neutre, voire favorable aux salariés. (C.L.B., 24 avril)
- 23 avril** **Un employé de Walmart à Shenzhen (Guangdong), Wang Shishu, a gagné son procès pour licenciement illégal contre la société.** Il a refusé l'indemnité proposée et continue d'exiger sa réintégration dans l'entreprise. Il s'agit d'un épisode d'un long conflit ; en 2012, Wang avait essayé d'organiser les employés pour entamer un processus de négociation collective sur des revendications anciennes. Il avait été licencié en juillet 2012 pour «avoir gravement violé les règlements de l'entreprise et détérioré son image». (C.L.B., 24 avril)
- 22 avril** **Arrestation du militant ouvrier Li Dong pour «création de troubles»** ; il avait diffusé sur l'internet des informations sur la grève des ouvriers de Yue Yen (voir ci-dessous) à Dongguan (Guangdong). Il se trouvait encore en détention le 29 avril. Li Dong est employé par l'O.N.G. de Shenzhen Chunfeng Labour Dispute Service Centre. Un autre spécialiste des conflits sociaux Zhang Zhiru, venu le 13 avril pour assister les ouvriers, a été longuement interrogé puis emmené hors de la ville par la police ; il a été relâché deux jours plus tard. (Weiquanwang, 29 avril)
- 20 avril** **Plusieurs milliers d'employés de la société East Public Transport de Shenzhen (Guangdong) ont manifesté pour obtenir une plus grande transparence dans le calcul des rémunérations,** une diminution du nombre de jours ouvrés et le paiement des arriérés d'heures supplémentaires. La société dispose de deux cents lignes de transport dans la grande ville frontalière de Hongkong et se refuse à négocier. La police est intervenue pour éloigner les manifestants. Une autre société de transport, Shenzhen West Bus C°, se serait jointe au mouvement le 21 avril. (C.L.B., 22 avril)
- 15 avril** **Arrestation de deux militants des droits ouvriers Jian Hui et Wang Shishu,** alors qu'ils enquêtaient sur la grève de l'usine Yue Yen de Dongguan (Guangdong). Jian Hui travaille pour le Chunfeng Labour Dispute Service Centre de Shenzhen. (Weiquanwang, 16 avril)
- 14 avril** **Quarante mille ouvriers des usines à capital taiwanais Yue Yen (chausses de sport Nike, Adidas, Timberland, Reebok, Salomon) ont cessé le travail à Dongguan** (Guangdong), à la suite d'un conflit sur les paiements des assurances sociales (retraite, couverture maladie, allocation logement et indemnisation pour accident du travail). Les versements patronaux seraient insuffisants depuis deux décennies. La plainte récente d'un nouveau retraité, concernant le montant de sa pension, aurait permis de révéler l'affaire. Une marche de protestation le même jour a rassemblé trois mille salariés.
La grève majoritaire a duré environ deux semaines, ce qui ne s'était pas vu depuis des décennies. De nombreux policiers et miliciens ont été dépêchés sur les lieux pour prévenir les rassemblements et parfois, pour arrêter les grévistes. La firme YueYuen a dû transférer le travail des ateliers vers d'autres entreprises. Elle s'est engagée, apparemment sous la pression du gouvernement central, à verser les cotisations dues, au moins pour partie. Au 26 avril, selon l'entreprise, 80% des salariés avaient regagné leur poste de travail, ce qui signifie, à contrario, que plusieurs milliers poursuivaient la grève. (Reuters, 26 avril ; S.C.M.P., 16 avril ; C.L.B., 25 avril)
- 10 avril** **Le China Labour Bulletin note une augmentation de 31 % des conflits d'entreprise au premier trimestre**, d'une année sur l'autre. Une part seulement de cet accroissement peut provenir d'une meilleure couverture des médias. 35% des conflits surviennent dans les industries manufacturières,

à propos notamment de paiement d'arriérés et d'indemnisation. La province du Guangdong compte pour 55% dans l'ensemble des grèves de manufactures. La police est intervenue dans 45% des conflits. (C.L.B., 10 avril)

- 1 avril** **Augmentation du salaire minimum pour les employés de Beijing, Tianjin et Shanghai.** À Shanghai, il est porté à 1.820 yuan (202 euros) mensuel et à 17 yuan (1,9 euro) par heure. Ces chiffres sont les plus élevés pour l'ensemble du territoire. Les rémunérations correspondantes sont à Shenzhen de 1.808 yuan et 16,50 yuan. À Beijing et Tianjin, le salaire minimum mensuel est de 1.560 yuan et 1.680 yuan respectivement. En moyenne, le salaire minimum a doublé en cinq ans à l'échelle du pays tout entier. (C.L.B., 1 avril)

CONDITION PAYSANNE. QUESTIONS FONCIÈRES. ENVIRONNEMENT.

- 24 avril** **Trois cent mille habitants de la grande ville de Wuhan (Hubei) ont souffert de restriction d'eau,** après la découverte d'ammoniaque et d'azote en fortes proportions dans l'eau de robinet. Il se peut que cette pollution trouve son origine dans le Yangze, source d'approvisionnement de nombreuses villes du bassin fluvial. Le 10 avril, du benzène avait été détecté dans les eaux de Lanzhou (Gansu), avec pour conséquence l'arrêt de l'approvisionnement en eau. La société chargée d'assurer ce dernier, Veolia Water Company est une filiale de Véolia Environnement. (S.C.M.P., 24 avril ; Xinhua, 22 avril)

- 14 avril** **Un tribunal de Lanzhou (Gansu) a déclaré irrecevable l'action intentée par cinq résidents contre la ville,** en raison d'un taux excessif de benzène cancérogène dans l'eau courante. Selon la Cour, seuls les organismes désignés par la loi auraient le droit de lancer une telle démarche. Le 11 avril, la municipalité avait demandé à la population de ne plus boire d'eau de robinet, car celle-ci détenait vingt fois le taux de benzène autorisé. La société mixte franco-chinoise Veolia Water fournit le plus gros de la consommation d'eau dans l'agglomération. (S.C.M.P., 16 avril)

- 30 mars** **Violente intervention policière contre des manifestants hostiles à la construction d'une usine de paraxylène à Malming** (Guangdong). Les affrontements se sont poursuivis jusqu'au lendemain. Les protestataires estiment que l'usine est trop proche des habitations et que le paraxylène peut causer des cancers et des malformations à la naissance. Des rumeurs de décès de manifestants ont circulé, ainsi que des photos de protestataires ensanglantés. (Weiquanwang, 1 avril)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 2 mai** **Après six ans d'incarcération, le moine Lobsang Dhonyoe du monastère Gonsar, dans le district Dege, près de Kardze, a recouvré la liberté.** Il avait été arrêté en avril 2008, lors du soulèvement du printemps après avoir levé le drapeau tibétain, pour «activités séparatistes». Il aurait subi des tortures lors de sa détention. (Phayul, 2 mai)

- 26 avril** **Arrestation d'un moine de 19 ans, Lobsang Tenpa, après une manifestation solitaire dans les rues de Ngaba.** Il s'était enveloppé d'un drapeau tibétain, criait des slogans et brandissait un portrait du dalaï lama. La région de Ngaba (Aba) avec le monastère Kirti, est depuis plusieurs années particulièrement active dans la dénonciation de la politique tibétaine de Beijing. (Phayul, 26 avril)

- 22 avril** **Arrestation d'un groupe de moines du monastère Pashoe** – de la région du Chamdo - qui

collectaient des fonds destinés à organiser des prières pour une longue vie du dalaï-lama. (*Phayul*, 22 avril)

15 avril **Un Tibétain de 32 ans, Thinley Namgyal, s'est immolé par le feu dans le district Tawu** de la région de Kardze. Il est le cent trente et unième Tibétain à l'avoir fait depuis 2009. (*Phayul*, 15 avril)

13 avril **Arrestation de Khenpo Khedup, du monastère Boeyak** (*Chamdo*), sans doute pour avoir organisé des prières à l'intention des Tibétains morts pour la cause nationale. (*Phayul*, 17 avril)

8 avril **Le Comité du langage tibétain envisage pour septembre 2014 une série de mesures destinées à revivifier la langue tibétaine menacée.** Elles garantiraient le droit et la liberté «d'étudier, d'employer et de développer» la langue. Les autorités de Dharamsala soulignent que l'administration chinoise impose l'usage de la langue officielle et que son enseignement est entièrement dans les mains des Han. (*S.C.M.P.*, 8 avril)

14 janv. **Condamnation à dix ans de prison de deux chefs de bourgade Ngangtak et Rigsal** pour «non-maintien de la stabilité» après refus des villageois de Mokym d'obéir aux ordres du district de Diru quant au déploiement du drapeau chinois sur le toit des habitations. Le premier aurait tenu une réunion à son domicile et y aurait soutenu le principe du refus. Les deux hommes ont disparu le 24 novembre 2013 et l'on ignore où ils se trouvent. Il en va de même du villageois Trigyal, condamné à treize ans de prison et pour qui manquent les informations. (*Tibetan Center for Human Rights and Democracy*, 3 avril)

QUESTION OUGHOURE

30 avril **Une attaque à la bombe et à l'arme blanche a fait trois morts et soixante dix-neuf blessés à la gare Sud d'Oroumtchi** (*Xinjiang*), lors de l'arrivée du train de Chengdu (Sichuan). Le chef de l'État Xi Jinping se trouvait en visite dans la région autonome ; il y a inspecté des systèmes de vidéosurveillance et a assisté à des exercices antiteroristes. Les informations sur l'incident sont étroitement contrôlées par les autorités et difficilement vérifiables. Plusieurs blogs et photos ont été éliminés par la censure. Officiellement, il s'agit d'un attentat «terroriste». (*Chine Xinjiang B.B.C.*, 30 avril)

22 avril **La compagnie aérienne Xinjiang Airlaines a commencé de dispenser des cours de défense personnelle à son personnel de vol**, à la suite d'un regain de violence constaté dans la région autonome. D'autres compagnies comme Hongkong Airlines, Cathay Pacific et Dragonair avaient déjà pris de semblables initiatives. (*S.C.M.P.*, 23 avril)

16 avril **Des centaines de Ouighours ont protesté dans les rues d'Aksu**, district de Keping au Xinjiang, après la mort le 12 avril d'un étudiant de 17 ans, tué par balle. Le jeune homme aurait grillé des feux rouges et refusé de s'arrêter pour contrôle de la police, qui aurait alors tiré. La manifestation du 16 avril a mobilisé un millier de policiers et des hélicoptères ; il y eut une trentaine d'arrestations. La presse centrale n'a donné aucune information sur le tir et sur la manifestation. (*R.F.A.*, 16 avril)

9 avril **La fille de l'universitaire Ilham Tohti dénonce devant une Commission du Congrès des États-Unis les conditions imposées à la population ouïgoure** et le refus d'engager le dialogue avec elle. (*A.F.P.*, 9 avril)

QUESTION MONGOLE

12 avril **Arrestation d'une quarantaine de villageois dans la municipalité de Tongliao.** Ils défendaient leurs pâturages contre les activités d'une société charbonnière. Quatre cents policiers anti-émeutes sont venus soutenir la police locale. (*S.M.H.R.I.C.*, 17 avril)

1 avril **Une quarantaine de personnes ont été placées en détention, à la suite de divers affrontements entre la police et des bergers.** Le 31 mars, une centaine de pasteurs de la bannière Urad se sont rassemblés à Bayannuur pour protester contre l'insuffisance d'indemnisation pour la perte de leurs pâturages. Trente-neuf d'entre eux furent arrêtés et une douzaine, hospitalisés. Des

incidents similaires s'étaient produits la semaine précédente à Bayanuur et Huhehot, à l'occasion de la visite du premier ministre Li Keqiang. Les pasteurs demandaient l'arrêt des réquisitions de terrains et la restitution des pâturages accaparés. (S.M.H.R.I.C., 3 avril)

HONGKONG ET MACAO

27 avril

Ouverture du musée du 4 juin dans le quartier de Tsim Sha Tsui, premier musée permanent du monde consacré à la commémoration du massacre de 1989. L'établissement est administré par l'Alliance de soutien aux mouvements démocratiques patriotiques de Chine. Des partisans du gouvernement central ont protesté à l'extérieur, affirmant que les faits présentés étaient déformés. Le propriétaire du bâtiment veut intenter un procès à l'Alliance en raison de l'affluence des visiteurs et de la gêne occasionnée. (S.C.M.P., 27 avril)

23 avril

Selon une enquête menée en liaison avec l'Université de Hongkong auprès du public et des journalistes locaux, ceux-ci estiment que l'autocensure et les pressions des directeurs de publications sur les éditorialistes sont fréquentes, aussi bien pour la critique de l'exécutif local que pour celle du gouvernement central. Le jugement des journalistes est encore plus sévère que celui du public. (S.C.M.P., 24 avril)

23 avril

Dans une lettre ouverte adressée aux autorités centrales, un groupe de financiers et de banquiers de Hongkong demandent l'instauration du suffrage universel pour 2017, le maintien de l'état de droit et le respect des valeurs fondamentales du territoire. Ils menacent, au cas contraire, de rallier le mouvement Occupy Central, mouvement de désobéissance civile consistant à occuper le centre des affaires et de la finance de Hongkong en juillet 2014 si les promesses du gouvernement central ne sont pas respectées. (S.C.M.P., 24 avril)

19 avril

Le fondateur du groupe Initiative pour la Chine, Yang Jianli, n'a pu entrer à Hongkong bien que détenteur d'un passeport chinois. C'est la quatrième fois que les autorités de l'aéroport l'empêchent de pénétrer sur le territoire, manifestement sur injonction du gouvernement central et en violation de l'autonomie accordée à l'ancienne colonie britannique. (*Initiative for China*, 20 avril)

15 avril

La Fédération des étudiants de Hongkong et le groupe d'étudiants Scholarism ont lancé un avertissement aux autorités : ils n'excluent pas de s'engager dans un mouvement de désobéissance civile non-violente si le gouvernement du territoire dénie au public le choix des candidats pour l'élection de l'Exécutif en 2017. Ils demandent que toute personne réunissant 35.000 signatures sur son nom (1% du corps électoral environ) puisse se porter candidat. Cette proposition est identique à celle de l'Alliance pour une démocratie authentique. (S.C.M.P., 16 avril)

10 avril

Lors d'un débat organisé par le Club des correspondants de presse étrangers, le journaliste Ching Cheong a affirmé que la liberté de la presse n'avait jamais été à ce point menacée à Hongkong. Il se référait à l'agression à l'arme blanche dont avait été victime en février l'éditeur du Ming Pao, Kevin Lau Chun-to et à l'attaque de Chen Ping, de iSun Affairs, en juin 2013, par deux individus armés de gourdins. Les pressions du gouvernement central se manifestent dans le remplacement des rédacteurs en chef (Ming Pao) ou dans le renvoi de journalistes comme Li Wei-ling de la Radio commerciale. Selon la vice-présidente du Club, certains journalistes ont reçu l'ordre de ne plus rencontrer de personnalités libérales. (S.C.M.P., 10 avril)

TAIWAN.

10 avril

Après trois semaines d'occupation du Parlement, les étudiants opposés à la signature

avec la Chine d'un traité commercial sur les services ont pour la plupart décidé de quitter la place, espérant la négociation d'un compromis par l'administration. Le président taiwanais Ma Yingjiu a promis un réexamen point par point du projet de traité.

Les opposants craignent de perdre des dizaines de milliers d'emplois, les petites entreprises insulaires ne pouvant concurrencer les puissantes firmes du continent, soutenues par l'Etat. Le 10 avril, le premier ministre Li Keqiang a clairement invité les entrepreneurs de Taiwan à «prendre leur part de l'intégration économique régionale». (S.C.M.P., 10 avril)

TENSIONS MILITAIRES. LITIGES ET CONFLITS TERRITORIAUX.

30 avril **La Chine et la Russie conduiront des manœuvres communes à la fin mai dans la Mer de Chine orientale et aux abords de Shanghai.** La zone inclut l'archipel Diaoyutai/Senkaku ; elle recouvre aussi pour partie la zone d'identification aérienne obligatoire, décidée par Beijing en novembre dernier. Les exercices commenceront au début de la visite du président russe, prévue à Shanghai pour la fin du mois. Ces manœuvres apparaissent comme un message adressé au président américain par les deux puissances militaires en expansion dans la région. (S.C.M.P., 30 avril)

22 avril **Vingt et un pays - dont la Chine, les États-Unis et les Philippines - approuvent une charte destinée à prévenir les conflits non intentionnels sur les voies maritimes de la région Asie-Pacifique.** L'accord comprend une interdiction d'usage du radar pour l'observation des armements sur navires étrangers en temps de paix. Le document signé à Qingdao (Shandong) met fin à dix ans de discussion sans résultat sur le sujet. Cependant, comme le souhaitait Beijing, le texte n'a aucune valeur contraignante. (S.C.M.P., 23 avril)

Japon

26 avril **Deux navires garde-côtes chinois sont entrés dans les eaux de l'archipel Diaoyutai/Senkaku.** Cette incursion survient deux jours après la déclaration américaine que ce territoire entrait dans le périmètre couvert par l'accord de défense nippo-américain. La dernière manœuvre de navires chinois dans cette zone remonte au douze avril. (A.F.P., Tokyo, 26 avril)

23 avril **Bien qu'accompagnée du souhait d'une désescalade japonaise des tensions, l'affirmation par le président Obama, de visite au Japon, que l'archipel des Diaoyutai/Senkaku était couvert par le traité de sécurité nippo-américain (art.5), a suscité une vive réplique** du ministère des Affaires étrangères chinois. Son porte-parole a déclaré que le traité n'était qu'un arrangement bilatéral remontant à la période de la guerre froide et qu'il ne pouvait servir à léser les intérêts légitimes de la Chine, ajoutant «Nous nous opposons résolument à l'application du traité nippo-américain aux îles Diaoyu». (Xinhua, S.C.M.P., 23 avril)

19 avril **Un tribunal de Shanghai ordonne la saisie d'un navire nippon lié à un litige remontant à la seconde guerre mondiale.** Selon la déclaration conjointe de 1972 pour l'établissement des relations diplomatiques sino-japonaises, la Chine renonce à demander des réparations de guerre. Mais le tribunal a jugé qu'il s'agissait d'un simple litige commercial. (S.C.M.P., 22 avril)

Autres pays

28 avril **Signature d'un accord décennal américano-philippin qui accroît la présence militaire des États-Unis** (infanterie, marine et aviation). Après la fermeture des bases de Subic Bay et Clark Bay décidée en 1991, la coopération militaire des deux pays concernait surtout la lutte contre les rébellions des îles méridionales ; il s'agit maintenant d'affronter la pression chinoise à propos d'îlots revendiqués



par Manille et par Beijing : Scarborough ou Huangyan, tenu par la Chine depuis 2012 ; haut-fond Second Thomas, où plusieurs incidents sont survenus ces derniers mois. (Associated Press, 27 avril)

- 1 avril** **Les États-Unis qualifient de provocation les manœuvres d'un bateau garde-côtes chinois cherchant à bloquer les mouvements d'un bateau philippin** venu le 29 mars remplacer des troupes stationnées sur un îlot des Nansha (Spratley). Le porte-parole du Département d'État juge légitime la présence des Philippines, maintenue sur les lieux dès avant la déclaration de 2002 sur les questions de la Mer du Sud. La presse officielle chinoise a de son côté accusé les Philippines de violer la morale et le droit international en demandant l'arbitrage des Nations unies dans ce litige. (A.F.P., 1 avril)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 30 avril** En 2011, le produit intérieur brut de l'Union européenne constituait 18,6% du P.I.B. mondial ; celui des États-Unis, 17,1% ; celui de la Chine 14,9%. Ces pourcentages sont calculés en standards de pouvoir d'achat afin de tenir compte des niveaux de vie réels, par delà les aléas des taux de change. Ces trois ensembles représentent donc la moitié du P.I.B. mondial. Eurostat estime d'autre part les produits intérieurs bruts par habitant, calculés sur les mêmes bases d'unités standard. Le P.I.B. chinois par habitant (7.565 unités) y est inférieur à la moyenne mondiale (10.125), comme aux P.I.B. d'Iran (13.155), du Mexique (12.319) ou du Brésil (11.012). Il n'arrive pas au tiers de celui de Taiwan (29.330) ou du Japon (25.772). (Eurostat, 30 avril)
- 26 avril** Selon l'Organisation mondiale de la Santé, la proportion d'accouchement par césarienne est, en Chine, proche de la moitié. L'O.M.S. recommande de ne pas dépasser 15% : les césariennes en effet ont des effets négatifs sur la santé des mères et sur celle de leurs enfants. (The Lancet, 26 avril)
- 20 avril** Le gouvernement central a approuvé un projet-pilote de zone de libre échange regroupant Hongkong, Macao et une partie de la province du Guangdong dans le delta de la Rivière des Perles. La zone couvrirait mille kilomètres carrés, à comparer aux vingt-neuf kilomètres carrés de la zone franche de Shanghai. (S.C.M.P., 21 avril)
- 19 avril** La Chine pourrait devenir en moins d'une génération le pays à la population chrétienne la plus importante du monde, avec environ 247 millions de chrétiens en 2030, à comparer avec les soixante-dix millions d'aujourd'hui. (The Telegraph, 19 avril)
- 16 avril** Le gouvernement envisage un amendement à la loi de 1989 sur la protection de l'environnement ; le texte donnerait des moyens supplémentaires pour lutter contre la pollution et pourrait être adopté cette année. (S.C.M.P., 16 avril)
- 15 avril** Un tiers environ de la pollution atmosphérique observée à Beijing pour les particules PM 2,5 a son origine hors de la capitale, dans la province du Hebei. Le Hebei (chef lieu Shijiazhuang) qui entoure Beijing a sept des dix agglomérations les plus polluées du pays. (Xinhua, 16 avril)
- 8 avril** Selon une étude de l'Université de Hongkong, SinaWeibo (le twitter chinois) est principalement utilisé par dix millions de cybernautes, lesquels à eux seuls, émettent 94% des messages alors qu'ils ne représentent que 5% des utilisateurs effectifs. Ces derniers sont estimés à 129 millions en décembre 2013, dont 61,4 millions actifs chaque jour. Sur les cinq cents millions de comptes officiellement



ouverts, trois cents millions seraient vides. ([S.C.M.P., 10 avril](#))

- 2 avril** Selon un haut-gradé à la retraite, le major-général Luo Yuan, une guerre avec le Japon sur base territoriale est de plus en plus vraisemblable. L'aviation chinoise dispose sur la zone d'appareils récents (J-10, J-11B et Su-27) alors que le Japon ne dispose que d'avions remontant aux années 80. La Chine disposerait donc de la supériorité aérienne et ses aéroports sont plus nombreux et plus proches de l'archipel contesté des Diaoyutai. Les batteries de fusées sol-air S-300 à longue portée sont installées au Fujian depuis 2012. ([S.C.M.P., 3 avril](#))

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens' radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Reuters, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Standard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiquan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

BIBLIOGRAPHIE

RAPPORT DE C.H.R.D. ET AUTRES O.N.G. AU COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PACTE INTERNATIONAL POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS. Chinese Human Rights Defenders, 17 pp., avril 2014.

Le document complet et concis sur les insuffisances de la mise en œuvre du pacte résulte de la coopération de plusieurs O.N.G. chinoises, dont certaines ont voulu demeurer anonymes. Il est prolongé par cinq appendices :

- 1) Sur les discriminations conduisant à une inégale protection des droits socio-économiques
- 2) Sur le système discriminatoire du certificat de résidence (hukou)
- 3) Sur les violences liées aux expulsion et les violations du droit à un logement convenable
- 4) Sur le besoin de syndicats ouvriers indépendants
- 5) Sur la situation au regard de la liberté d'association.

Accessible sur le site

<http://www.chrdnet.com/2014/04/report-submitted-by-the-network-of-chinese-human-rights-defenders-a-coalition-of-ngos-to-the-committee-on-economic-social-and-cultural-rights-for-its-review-at-the-52nd-session-of-the-second-report/>

RÉTROSPECTIVE INTÉGRALE DES FILMS DE WANG BING, Centre Pompidou, 14 avril - 26 mai.

On peut voir ou revoir à Beaubourg les films du talentueux cinéaste Wang Bing. Sont déjà connus en France A l'ouest des rails, Le fossé, Fengming chronique d'une femme chinoise. Wang Bing a apporté aussi quelques courts métrages et des photographies. Sort aussi en salle Les trois sœurs du Yunnan, film documentaire poignant sur la vie de trois gosses dans un hameau perdu de montagne.

Faute d'autorisation de distribution pour la Chine, deux films sont accessibles sur l'internet dont voici les adresses :

<http://www.acaciasfilms.com/index.php?page=les-trois-soeurs-du-yunnan>

et

http://abonnes.lemonde.fr/culture/article/2014/04/15/les-trois-s-urs-du-yunnan-la-lutte-de-trois-fillettes-pour-leur-survie_4401240_3246.html?xtmc=chine_chinois_chinoise_pekin&xtcr=122

> DOCUMENT

QUELQUES VICTIMES DE LA NOUVELLE ÉQUIPE DIRIGEANTE

(LISTE DE PERSONNES DÉTENUES, CONDAMNÉES OU DISPARUES DEPUIS MARS 2013, DANS LE CADRE DE LA RÉPRESSION DES RÉUNIONS ET ASSOCIATIONS NON AUTORISÉES)

La nouvelle équipe au pouvoir depuis l'automne 2012 a entrepris au printemps 2013 une répression systématique des réunions de citoyens portant sur des sujets politiques réputés sensibles. Il peut s'agir de demander des informations sur les ressources du personnel dirigeant, de dénoncer des faits de corruption, d'insister pour que le rapport sur les droits de l'Homme destiné aux Nations unies ne soit pas rédigé par le seul gouvernement, de requérir du parti qu'il respecte les lois de l'État, etc, tous droits garantis par la Constitution mais constamment violés. À fin avril 2014, soixante-dix individus ayant participé à ces mouvements ont été appréhendés, détenus, condamnés ; quelques-uns ont disparu. Cao Shunli est morte le mois dernier, faute de soins lors de son incarcération.

Nous avons repris l'essentiel de la liste établie pour la capitale et pour quelques provinces par Chinese Human Rights Defenders et mise à jour au 25 avril 2014. Bien entendu, il ne s'agit que de victimes de la nouvelle équipe dirigeante – et même que d'une partie d'entre elles seulement, faute d'informations exhaustives. Une liste complète des prisonniers de conscience serait évidemment beaucoup plus longue puisqu'alimentée depuis trois ou quatre décennies.

Parmi les condamnations fermes pour des faits qu'on ne saurait qualifier de délits, on relève en 2014 les incarcérations suivantes :

Quatre ans pour Xu Zhiyong ; trois ans et six mois pour Ding Jiaxi ; deux ans et six mois pour Zhao Changqing ; deux ans pour Zhang Baocheng et Li Wei ; dix-huit mois pour Gu Yiming et pour Yuan Dong.

Beijing

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Ma Xingli	M	31/03/13	07/05/13	Relâché sous caution 21-2-2014	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Yuan Dong	M	31/03/13	07/05/13	18 mois de prison	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Li Wei	M	10/04/13	17/05/13	2 ans de prison	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Ding Jiaxi	M	17/04/13	24/05/13	42 mois de prison	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Xu Nailai	M	27/05/13	Juin 2013		Création de troubles
Zhao Zhenjia	M	09/06/13	Juillet 2013		Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Zhang Xiangzhong	M	02/07/13	08/08/13		Fraude à la carte de crédit
Li Huanjun	M	12/06/13	16/08/13		Création de troubles
Song Ze	M	12/07/13	16/08/13	Relâché sous caution 16-1-14	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Cao Shunli	F	14/09/13	21/10/13	Relâchée pour raison médicale 27-2-14 ; décédée 14-03-2014	Création de troubles
Hu Daliao	F	26/09/13	27/09/13		Création de troubles

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Hou Xin	F	31/03/13		Relâché sous caution 12-4-2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Deng Zhibo	M	18/05/13		Relâché sous caution 25-7-2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Ying Jinxian	F	18/05/13		Relâchée sous caution 26-7-2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Wang Yonghong	M	15/04/13	Relâché ss caution 20-11-2013	Inculpé décembre 2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public

Province du JIANGXI

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Wei Zhongping	M	28/04/13	04/06/13	Jugé 2-12-2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public et créer des troubles, rassemblement illégal, usage du culte pour gêner l'application de la loi
Li Sihua	M	28/04/13	04/06/13	Jugé 2-12-2013	Rassemblement illégal
Li Xuemei	F	27/04/13		Relâchée en mai 2013, sous surveillance	
Zhou Guiqin	F	27/04/13		Relâchée en mai 2013, sous surveillance	
Liu Xizhen	F	01/03/14	02/03/14		Rassemblement illégal

Province du HUBEI

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Yuan Fengchu	M	25/05/13	13/07/13	Jugé à date inconnue	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Yuan Xiaohua	M	25/05/13	13/07/13	Jugé à date inconnue	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Liu Jiacai	M	03/08/13	18/09/13		Création de troubles
Li Yinli	M	25/05/13		Relâché sous caution 13-7-2013	Incitation à la subversion du pouvoir d'État
Chen Jianxiong	M	25/05/13		Relâché sous caution 13-7-2013	Incitation à la subversion du pouvoir d'État

Province du GUANGDONG

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Yang Lin	M	12/06/13	19/07/13	jugé mi-avril 2014	Incitation à la subversion du pouvoir d'État
Yang Tingjian	M	Fin mai 2013		A disparu	
Guo Feixiong	M	08/08/13	11/09/13		Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Sun Desheng	M	13/08/13	16/10/13		Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public

Province du JIANGSU

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Ding Hongfen	F	22/06/13	06/08/13	Relâché sous caution 18-3-2014	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Qu Fengsheng	F	22/06/13	06/08/13	Relâché sous caution 18-3-2014	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Shen Aibin	M	26/06/13	03/07/13	Relâché sous caution 18-3-2014	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Shen Guodong	M	05/07/13	06/08/13	Relâché sous caution 18-3-2014	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Yin Xijin	M	05/07/13	06/08/13	Relâché sous caution 18-3-2014	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Wu Ping	M	26/06/13		Relâché août 2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Xu Haifeng	F	26/06/13		Relâché août 2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Shi Gaodong	M	26/06/13		Relâché août 2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Hua Xiaoming	M	26/06/13		Relâché août 2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Yin Baimei	M	26/06/13		Relâché août 2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social
Zheng Bingyuan	M	26/06/13		Relâché août 2013	Rassemblement de foule pour détruire l'ordre social

Province de l'ANHUI

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Zhou Weilin	M	06/09/13	14/10/13		Rassemblement de foule pour détruire l'ordre dans un lieu public
Yao Cheng	M	03/09/13		inculpé 12-2013	

Province du HUNAN

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Yin Weihe	M	07/09/13	11/10/13	Jugé 7-1-2014	Création de troubles
Duan Xiaowen	M	22/09/13	23/09/13		Création de troubles
Zhao Fengsheng	M	28/11/13	28/11/13		Incitation à la subversion du pouvoir d'État
Chen Yongzhou	M	18/10/13	30/10/13		Diffusion de calomnies portant atteinte à la réputation d'une entreprise

Province du YUNNAN

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Bian Min	M	10/09/13	16/10/13	inculpé 4-2014	Fausses informations sur le capital d'une entreprise, opérations illégales et création de troubles

Région autonome du XINJIANG

Nom	Sexe	Date de détention	Arrestation officielle	Situation	Charges retenues
Zhao Haitong	M	Août 2013	12/09/13		Incitation à la subversion du pouvoir d'État

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».